



**« Les années méconnues de l’histoire de la Grèce moderne, particulièrement de 1930 à 1940 et les conséquences au progrès du pays »**

**Mémoire de géopolitique  
du LCL DIMADIS Stefanos  
dans le cadre de l’étude dirigée « Géopolitique des Balkans »**

**Directeur : Ambassadeur Georges Marie CHENU**

**Avril 2002**

## Mémoire de géopolitique

**« Les années méconnues de l'histoire de la Grèce moderne, particulièrement de 1930 à 1940 et les conséquences au progrès du pays » par le LCL DIMADIS**

1. LCL (Terre)DIMADIS Stefanos (Grèce)
2. 6 avril 2001
3. Division D
4. Mémoire de géopolitique

*La période que nous nous proposons d'étudier s'étend sur une dizaine d'années, une période extrêmement riche en événements qui marqueront durablement l'histoire de la Grèce et influenceront sur sa progresse politique et économique.*

*Ainsi la description de ce contentieux et l'analyse des causes qui ont conduit la Grèce à une instabilité politique pendant la période de l'histoire moderne et particulièrement la décennie de '30 à '40, montre clairement la responsabilité des chefs politique de cette époque ainsi que celle de l'armée et du roi.*

**5. Mouvement militaire, Venizeliste, Royaliste, Républicains Dictature, gouvernement intransigeant, politique, crise politique, pouvoir, élections.**

**« Les années méconnues de l'histoire de la Grèce moderne , particulièrement de 1930 à 1940 et les conséquences au progrès du pays »**

## **SOMMAIRE**

### **Partie I :**

#### **Situation politique et affaiblissement du parlementarisme**

La deuxième République Hellénique (1924-1935)

Les élections de 1924 et les mouvements de Pangalos - Kondylis

Rentrée de Vénizélos dans la Politique – Chute du gouvernement du coalition

La Ligue Militaire

Les élections de septembre 1933 et le mouvement Plastiras (6 mars)

### **Partie II :**

#### **La restauration de la monarchie**

Le mouvement de 1935

Les évolutions qui se conduisent à la dictature de 4 août 1936

Le mort de Vénizélos

De la dictature du 4 août 1936 à la seconde guerre mondiale

### **Partie III :**

#### **La seconde guerre mondiale, la résistance et la guerre civile (1940-1949)**

### **Partie IV :**

#### **Aperçu de l'histoire de 1950 à 1967**

## Introduction

Dix ans après la proclamation de la République le 25 mars 1924 et douze ans après « la grande catastrophe » et l'évacuation de l'Asie mineure la Grèce va connaître des nouvelles situations politiques pénibles, qui la conduira à la dictature de Métaxa, tandis que des coïncidences internationales l'emporteront, quelques années après, à la tourbillon du Seconde Guerre Mondial.

Les discordes internes, politiques, constitutionnels et partisans, les affrontements sociales, la situation économique pénible – malgré la hausse de la production industrielle – ainsi que les effets de la détente économique internationale font apparaître la pathogénie du régime parlementaire grec et par conséquence sont les facteurs qui vont procurer la détérioration de la République et le retour du roi George II le 25 novembre 1935.

L'armée jouerait un rôle clé dans les affaires politiques, qu'il n'abandonnerait pas jusqu'aux derniers jours de la dictature de 1967. Cet rôle va s'affaiblir après la tragédie Chypriote et la changement du régime de 1974.

Pour étudier ces années, nous aborderons, dans une première partie, la situation politique et l'affaiblissement du parlementarisme qui a abouti dans le deuxième parti à la restauration de la monarchie ; la troisième et le quatrième partie de ce mémoire abordera les événements de la seconde guerre mondiale avec la résistance et la guerre civile aussi qu' une aperçu de l'histoire grecque de 1950 à 1967.

## **Préambule**

Dès la fin du IX<sup>e</sup> siècle, la crise économique s'accompagna, d'une crise agricole dévastatrice à cause de l'imposition, par la France, de tarifs protecteurs sur les exportations agricoles grecques. Ces tarifs exclurent par exemple les raisins de Corinthe du marché français. Les conséquences s'en ressentirent durement pour la majorité des travailleurs agricoles du sud de la Grèce. En outre, les difficultés financières exacerbèrent les frictions sociales, provoquées par une forte augmentation des impôts indirects. Le symptôme le plus visible de la crise chronique des revenus dans le secteur agricole fut l'émigration transatlantique qui chassa un nombre considérable de paysans grecs. D'ailleurs, le taux annuel de la croissance démographique (qui atteignait 1,5 au XIX<sup>e</sup> siècle) diminua de moitié entre 1896 et 1920, et chuta à 0,8%.

Cette dernière était l'une des raisons permettant de justifier le pessimisme ambiant que régnait en Grèce à cette époque. Les divisions ethniques, en Macédoine et en Crète, pesaient lourdement sur le climat intellectuel et moral, entraînant la formation de associations nationalistes et combattives, comme l'*Ethniki Etaireia*. Elles appelaient à une intervention militaire active en Crète et en Macédoine, au nom de la « famille nationale opprimée ». La révolte crétoise, en 1896, eut un effet dramatique sur l'opinion publique en Grèce. La mauvaise gestion par le gouvernement Deliyannis (1826-1905), de la crise diplomatique qui s'ensuivit plongea en Grèce dans une guerre contre l'Empire ottoman. Malheureusement, le moment choisi était malvenu. Les grandes puissances durent intervenir, pour transformer un désastre militaire en retrait diplomatique. La Grèce dut verser de lourdes indemnités financières aux Ottomans. La Crète, de son côté devint une principauté autonome, sous souveraineté ottomane et dirigée par un gouverneur chrétien choisi par le gouvernement grec. Le Prince Georges de Grèce fut désigné premier gouverneur de Crète ; ainsi l'île fut-elle rattachée, mais non unifiée, à la Grèce.

Ce fut aux créanciers étrangers de la Grèce que profita réellement l'issue de la guerre gréco-turque de 1897. Lors des négociations de paix, le gouvernement grec consentit à la création du comité financier international, chargé de contrôler les recettes grecques selon des tarifs et des monopoles particuliers. Ce comité avait également pour but de garantir le service de la dette publique et d'exercer un droit d'inspection des finances grecques sur de nombreuses années. Contrairement à ce que croyait l'opinion de l'époque, le comité eut un effet favorable sur les finances grecques, permettant à la Grèce de s'approprier ses dépenses publiques, et de rationaliser l'utilisation de ses recettes.

Cependant, la défaite militaire grecque fut perçue à la fois comme un symptôme de déclin et comme un présage de catastrophes latentes. D'aucuns cherchèrent des solutions à travers des éléments qu'ils estimaient pouvoir être source de renouvellement moral de la nation, comme la langue et la religion. La question dite « de la langue » divisait nettement les intellectuels grecs. Les plus conservateurs soutenaient fermement que la *katharevousa*, version artificielle et « épurée » du grec, devait demeurer la seule langue utilisée dans l'éducation et l'administration. Les radicaux, pour leur part, estimaient que le grec moderne ou *démotiki*, langue vernaculaire « populaire » devait se substituer à la *katharevousa*, qu'ils jugeaient trop inanimée. Les partisans de la langue démotique étaient soit des nationalistes romantiques, considérant la langue grecque comme l'élément fondamental de l'identité nationale et un moyen animé de transmission de l'esprit « éternel » de la tradition hellénique ; soit des socialistes, pour qui l'utilisation du vernaculaire permettrait de faciliter l'éducation et l'instruction des classes populaires. Les intellectuels et la classe politique se séparèrent donc en deux groupes résolument opposés. Après de multiples querelles, cette question trouva finalement une solution, quand, en 1976, une version modérée de la démotique fut officiellement acceptée comme langue officielle en vigueur.

Le conflit en Macédoine ottomane était la plus grande préoccupation de l'Etat. Le « schisme » de l'exarchat bulgare (dû à la sécession arbitraire, en 1871, des diocèses bulgares du patriarcat grec orthodoxe de Constantinople) et le traité de Berlin de 1878- mettant un terme à la guerre entre la Russie et l'Empire ottoman- semèrent les germes des interventions impérialistes, dissension et guerres nationales à venir dans les Balkans. Les Grecs, les Bulgares, les Serbes et les Albanais s'affrontaient sur la question du contrôle de l'Eglise, de l'éducation et de l'armée dans les provinces ottomanes situées en Europe. Par ailleurs, les villageois chrétiens, les métayers pauvres, les petits propriétaires et les bergers furent tous obligés de faire un choix religieux, sous la pression des milices locales. Les bandes bulgares appelées *komitadji* étaient les premières à exercer ce genre de propagande armée. Elles y parvinrent aisément jusqu'à l'insurrection imprudente de 1903 à Ilinden, écrasée par l'armée ottomane dans un véritable bain de sang. Cette défaite provoqua, dans un premier temps, des frictions internes parmi les nationalistes bulgares, et ensuite, une série de représailles sanglantes entre les « suprémacistes », loyaux à cause nationale bulgare, et les « fédéralistes », prêts à fonder une nation slave macédonienne autonome. Néanmoins, la politique grecque put redorer son blason en élargissant son système d'éducation en Macédoine et en garantissant, avec l'aide des milices armées, la sécurité des villages qui avaient choisi le patriarcat grec contre l'exarchat bulgare. C'est pourquoi, lorsque la « Révolution des jeunes Turcs » gagna du pouvoir en 1908, les Grecs et les Serbes jouissaient, au détriment de la Bulgarie, d'une position favorable en Macédoine.

La révolte militaire des « jeunes Turcs » promettait une nouvelle promulgation de la constitution ottomane de 1875 et la fin de toute oppression politique, nationale et religieuse au sein du royaume turc. Après une courte période de fraternité intercommunautaire au sein de l'Empire ottoman, le nationalisme agressif des jeunes dirigeants turcs et leur politique de centralisation aliénèrent non seulement les chrétiens de diverses nationalités, mais aussi les nationalistes albanais et arabes. Il fallut peu de temps aux Grecs de l'Empire ottoman et à la riche diaspora pour comprendre qu'il n'y avait pas beaucoup de place pour eux dans le nouvel ordre nationaliste des jeunes turcs.

En Grèce la révolution des jeunes Turcs était ressentie comme la dernière d'une longue série d'humiliations nationales. On craignait que cela ne détruise l'espoir de liberté des provinces encore sous le joug ottoman. L'insatisfaction grandissante vis-à-vis des partis politiques et l'atmosphère de défiance et de déchéance morale qui régnait poussèrent un groupe de jeunes officiers à suivre l'exemple des jeunes turcs et à former une « ligue militaire ». Ces hommes appelaient à la réorganisation des forces armées, à la démission des princes royaux de tout poste d'autorité militaire et revendiquaient enfin une réforme et un assainissement moral du système politique. Le gouvernement hésita et un coup d'Etat militaire s'ensuivit, en août 1909. Un sentiment de frustration avait gagné l'opinion à cause de l'urgence des problèmes sociaux. La ligue militaire fit appel à un jeune Crétois libéral, Eleuthérios Vénizélos (1864-1936), pour former un gouvernement qui pourrait amender la constitution de 1864 .

Contrairement à l'avis de ses contemporains, la Grèce ne connut pas de déclin au début de XXème siècle. La croissance extraordinaire de la marine marchande grecque et de son industrie légère ainsi que l'amélioration de son commerce agricole donnèrent, au contraire, un essor formidable à l'économie. En outre, les apports des Grecs de l'étranger (marins et émigrants) permirent à la drachme de regagner le niveau du franc français. Ainsi peut on affirmer qu'en 1911, le gouvernement Vénizélos tenait sur des bases solides.

Vénizélos amenda la constitution de 1911, protégea les libertés civiles et favorisa l'indépendance de la justice et de l'administration publique face aux politiques partisans. En outre , le Premier ministre lit en œuvre une politique englobant une modernisation des institutions et, sur le plan national et local, une réforme des systèmes d'administration, de justice et d'éducation. De nouveaux ministères spécifiques virent le jour, tandis que les politiques de modernisation rationnelle de la justice et de limitation du rôle de l'Etat dans l'économie étaient appliquées. De manière plus urgente et avec l'aide de la France et de l'Angleterre, l'armée et la marine grecques bénéficièrent d'une amélioration et d'une modernisation de leurs armements. Parallèlement, grâce à une active campagne

diplomatique, la Grèce put participer à une nouvelle entente entre les Etats balkaniques, à l'encontre l'Empire ottoman.

« L'Entente balkanique » entre la Grèce, la Serbie, le Monténégro et la Bulgarie se révéla assez forte pour gagner la première guerre balkanique (1912) contre l'Empire ottoman. En revanche, elle se montra incapable de parvenir à un accord quant à la partition des provinces libérées, dont les populations chrétiennes étaient mixtes. Le gouvernement bulgare, trop confiant de sa supériorité militaire, décida de lancer une attaque surprise contre ses anciens alliés, la Grèce et la Serbie. Ce fut une grave erreur de stratégie qui aboutit à la seconde guerre balkanique, gagnée par la Grèce et ses alliés. A l'issue des deux guerres balkaniques (1912-1913), la Grèce avait doublé de territoire et de population. Elle devait intégrer pour la première fois une population mixte de Slaves et de Valaques chrétiens, d'Albanais, de Turcs, de Romains et de Pomaques musulmans, ainsi que de Juifs séfarades, tandis qu'un grand nombre de Grecs demeuraient hors des frontières.

Parallèlement, la guerre mondiale qui se préparait engendrait une division de l'Europe en deux camps, qui n'était pas sans influencer la politique grecque. Vénizélos, libéral et modernisateur, représentant la présomptueuse bourgeoisie urbaine d'alors et la riche diaspora grecque, apparaissait comme un fidèle défenseur de la participation de la Grèce à la guerre, du côté des Alliés.

En ce qui concerne l'ancienne élite politique, se sentait trahie par le coup d'Etat de 1909. Elle n'acceptait pas les réformes accélérées engagées par les différents gouvernements Vénizélos (1910-1915, 1917-1920, 1928-1932) et trouva son sauveur en la personne du roi Constantin 1<sup>er</sup> (1868-1922), le commandant en chef de l'armée grecque, qui avait été très apprécié lors de la double victoire contre la Turquie. Constantin, ancien étudiant de l'académie militaire de Prusse et marié à une princesse de la maison royale de Prusse, était réputé pour sa sympathie à l'égard de l'Allemagne et pour ses opinions très conservatrices. Etant donné qu'une participation active à la guerre du côté de la triple Entente était impossible, il opta pour la plus stricte neutralité et s'attira des alliés inattendus du mouvement grec socialiste pacifiste. Les petits propriétaires ruraux et la petite bourgeoisie de l'ancien royaume appuyèrent sa politique tandis que Vénizélos, fervent partisan de la réforme agraire, était tout particulièrement apprécié par les métayers et les paysans sans terre de Thessalie et des provinces libérées. Mais c'était surtout aux yeux des Grecs « non rachetés », à la fois pauvres paysans ou bourgeois opulents, que Vénizélos était populaire, au point d'inspirer un véritable culte de la personnalité.

La Grèce était donc profondément divisée sur l'importante question de la participation à la guerre qui s'annonçait. Aucun compromis n'était envisagé. Il s'agissait d'un clivage socio-politique entre les conservateurs autoritaires et les modernisateurs libéraux de la société grecque. Ce qu'on appela la « dissension

nationale » (*ethnikos dichasmos*) entre libéraux et conservateurs, partisans vénizélistes et antivénizélistes, royalistes et républicains, devait perdurer jusqu'à la seconde guerre mondiale.

En octobre 1915, le roi tenta d'imposer sa politique de neutralité et obligea Vénizélos, récent vainqueur des élections du mois d'août, à démissionner de son poste de Premier ministre. Quelques mois plus tard, Vénizélos forma un « gouvernement insurrectionnel » à Thessalonique, suivant les règles dictées par les Alliés. Cette division national avait pris la tournure d'une guerre civile, quoi que de faible intensité. En juin 1917, les Vénizélistes occupèrent Athènes, renversèrent Constantin et le remplacèrent par son second fils, Alexandre. La Grèce, dans le camp des vainqueurs de la première guerre mondiale, pouvait désormais mettre son plan à exécution. Les traités de Neuilly (1919) et de Sèvres (1920) représentèrent un triomphe personnel pour Vénizélos. La Thrace occidentale, sous autorité bulgare depuis 1912, fut rattachée à la Grèce, à l'instar de la Trace orientale, exception faite de Constantinople. La région de Smyrne, peuplée en partie par des Grecs, se trouvait sous protectorat grec et était autorisée, au terme de cinq années, à décider par référendum de son rattachement au pays. Vénizélos dut également se résoudre à faire des concessions. La province autonome de l'Épire du nord fut rattachée à l'Albanie. En outre, la ratification des traités internationaux fit passer les îles du Dodécanèse (sous autorité italienne depuis 1911), et Chypre (dirigée par la Grande-Bretagne depuis 1878 et officiellement annexée depuis 1914), sous la souveraineté de l'Italie et de la Grande-Bretagne respectivement. Le prix que la Grèce eut à payer pour ce triomphe fut sa participation active à toutes les opérations militaires d'après-guerre des Alliés, en Crimée (1919) et en Asie mineure (1919-1922)

Mais cette tâche se révéla trop lourde pour un pays dépourvu d'homogénéité ethnique, profondément divisé sur le plan politique et dont la population se lassait de l'état de guerre perpétuel depuis 1912. C'est pourquoi, rétrospectivement, il n'est pas surprenant que Vénizélos ait perdu les élections de 1920. Le roi Alexandre était décédé quelques mois auparavant et le nouveau gouvernement antivénizéliste imposa son père à sa succession : l'ancien roi Constantin. En 1920, afin de faire plier la résistance nationale turque menée par Mustapha Kémal Atatürk, l'armée grecque, forte du soutien britannique, lança contre Ankara une offensive qui échoua. La Grèce se trouva rapidement isolée des ses anciens alliés qui, d'une part, manquaient de confiance en Constantin et, d'autre part, étaient déjà tous parvenus –sauf la Grande Bretagne– à une entente avec les kémalistes. Affaiblie par dix longues années de conflit, l'armée grecque succomba à une attaque turque, en août 1922. Dans ce conflit, la population grecque orthodoxe et arménienne d'Asie mineure, qui s'était ouvertement rangée du côté grec, subit de lourdes pertes humaines et matérielles. La présence hellénique en Asie mineure se termina dans le sang, la destruction et l'émigration forcée. Il s'agit là d'un événement qui hantera

toujours la mémoire collective de la Grèce connu sous le nom du « désastre d'Asie mineure ».

Dans le traité de Lausanne (juillet 1923), négocié par Vénizélos lui-même, la Grèce fut contrainte d'accepter les conditions de la jeune et victorieuse République de Turquie. Ainsi, l'Asie mineure, la Thrace orientale et les îles d'Imvros et de Ténédos furent cédées à la Turquie. De même, l'ensemble de la population grecque orthodoxe de Turquie et la population musulmane de Grèce durent se soumettre à un « échange de population » obligatoire. Cette dernière clause sans concession, associée à une clause similaire du Traité de Neuilly (1919) – prévoyant un « échange de populations » volontaire entre la Grèce et la Bulgarie – furent à l'origine de la reconfiguration totale des caractéristiques ethnologiques des pays concernés. Les chrétiens grecs, mais aussi ceux de langue turque d'Anatolie intérieure, durent quitter de force leur terre ancestrale. De même, les musulmans crétois et ceux de langue grecque durent partir, avec les autres musulmans turcs, en direction inverse. Seuls les musulmans turcs et les Pomaques de Thrace occidentale furent dispensés de cet échange obligatoire, en contrepartie de l'autorisation de demeurer en Turquie accordée à l'importante population grecque orthodoxe de Constantinople. Le traité garantissait les droits de ces deux minorités à une justice sans préjudice, au libre exercice de leur religion, à l'éducation dans leur propre langue et bien sûr, à leurs droits civils, à la pleine sécurité de leur vie et de leurs biens. Aujourd'hui, soixante-quinze ans plus tard, la communauté musulmane de Grèce vit toujours sur ses terres ancestrales, jouissant de tous les droits de la citoyenneté grecque, en plus des droits supplémentaires prévus par le Traité de Lausanne. A l'inverse, sous les incessantes mesures résolument discriminatoires des gouvernements turcs successifs, la communauté grecque de Constantinople, elle, a progressivement perdu de son sens.

Or l'armée qui évacua l'Asie mineure retourna en Grèce de rancœur contre le gouvernement royal, qu'elle estimait responsable de haute trahison. Les officiers vénizélistes prirent aisément le pouvoir, formèrent un gouvernement révolutionnaire et obligèrent, une fois de plus, le roi Constantin à quitter le pays. Peu après une cour militaire vénizéliste condamna à mort six ministres et généraux pour leur rôle dans la campagne anatolienne, ce qui heurta profondément les sensibilités partisans.

## **PARTIE I**

### **LA DEUXIEME REPUBLIQUE HELLENIQUE (1924-1935)**

#### **Les élections de 1924**

En mars 1924, l'Assemblée nationale proclama la République de Grèce. Quelques semaines plus tard, cette décision fut ratifiée par référendum. La jeune République, consacrée dans la constitution de 1927, était extrêmement fragile, non seulement parce qu'elle devait affronter l'opposition d'une minorité royaliste forte, mais aussi à cause des divisions internes des vénizélistes qui, en l'absence de leur dirigeant, étaient divisés de l'intérieur.

Le plébiscite eut finalement lieu sous le gouvernement Papanastassiou (Premier Ministre : 1924-1927), homme idéologue et républicain par conviction, et le peuple se prononça en faveur de la république. La plupart des hommes politiques, les plus sages d'entre eux, ne voulaient pas que le changement de régime se fit par des moyens arbitraires et violents.

Il faut reconnaître que la manière dont fut organisé le plébiscite, les moyens employés par le gouvernement Papanastassiou pour amener l'Assemblée à voter la déchéance de la dynastie, les procédés par lesquels le roi Georges II fut forcé à abdiquer et à quitter le pays, n'étaient pas faits pour raffermir le nouveau régime, mais pour convaincre le public que ce régime correspondait à la libre et sincère volonté de la majorité du peuple grec. Cette façon d'agir donna prise aux royalistes et leur permit de prétendre pendant des années, que s'ils ne se ralliaient pas au régime républicain, c'est que le plébiscite n'avait pas reflété la volonté du peuple.

Ce prétexte n'était nullement fondé. La preuve que le résultat du plébiscite de 1924 (750.000 républicains contre 325.000 royalistes) n'était pas loin d'exprimer les sentiments du peuple grec, c'est que les républicains conservèrent une majorité stable, dans toutes les élections qui eurent lieu au cours des dix années suivantes.

#### **La situation économique et sociale des années '20**

La pays appauvri était accablé par le nombre de ses réfugiés sans ressources, soit plus de 1.250.000 personnes venues d'Asie mineure et des Balkans. Environ 420.000 musulmans et Slaves quittèrent le pays, de gré ou de force. Ainsi, la Grèce fut-elle à nouveau transformé en pays homogène. Cependant, les relations intercommunautaires étaient tendues, car les réfugiés se disputaient la terre avec les paysans indigènes et, dans le secteur industriel, constituaient une main-d'œuvre lamentablement sous-payée. Il fallut toute une génération pour que les réfugiés soient totalement assimilés à la société grecque, ce qui fut une réussite en soi, compte tenu des ressources financières dont disposait le pays.

Le réforme agraire prit un tour radical et fit de la Grèce un pays de petits propriétaires, tout en rattachant définitivement les métayers au parti vénizéliste. Certes, les provinces récemment annexés du nord de la Grèce comprenaient de vastes plaines mais elles manquaient sérieusement d'équipements d'une part, et de manière plus urgente, des fonds nécessaires à l'amélioration et à l'assèchement des terres à grande échelle. Enfin, il fallait pouvoir subvenir aux besoins des réfugiés en ville. C'est pourquoi, dans son effort pour parvenir à l'intégration socio-économique de ses réfugiés (à travers une politique de grands travaux), puis à une reprise économique rapide, la Grèce dépendait fortement des emprunts à l'étranger. Ces derniers étaient généralement contractés sous l'égide de la Société des Nations. Les réformes économiques des premières années d'après-guerre furent d'ailleurs largement imposées par la communauté internationale, exerçant une influence positive durable sur la modernisation et l'évolution de l'économie grecque.

Cependant, à court terme, la situation économique et sociale des années 1920 était critique. La dépression générale et l'insécurité étaient exacerbées par la fin brutale de l'émigration clandestine, qui s'était révélée être une soupape de sécurité indispensable au secteur agraire surpeuplé. L'agitation sociale, combinée aux querelles diplomatiques, déclenchait de nouveaux différends politiques.

Dans l'armée, un travail fructueux fut accompli pendant ces années ; des lois ayant trait aux cadres, aux promotions, aux états de service furent rédigées et votées. Un tableau d'ensemble des besoins de l'armée fut dressé pour la première fois ; il prévoyait l'acquisition graduelle du matériel nécessaire. Sept milliards de drachmes devaient être consacrés au rééquipement de l'armée grecque.

Il fut décidé de faire appel à une mission militaire française, et d'inviter le général Guillaumat qui avait commandé les forces alliées en Macédoine, de 1917 à 1918, à venir en Grèce pour donner son avis sur l'organisation projetée. Ce chef éminent, qui était un homme de grande expérience et de jugement très sûr, ayant été mis au courant des besoins de l'armée grecque, soumit au gouvernement un rapport dans lequel il exposait son opinion sur toutes les questions intéressant l'armée grecque.

La mission militaire française, commandée par le général Girard, entreprit de réorganiser l'armée, avec tout le dévouement et les sens du devoir qui caractérisent les officiers français. Il se créa une Ecole de guerre destinée à former les officiers d'Etat Major et les commandants des grandes unités aussi que des écoles d'application pour toutes les armes et un centre d'instruction pour les colonels.

Cette instruction systématique des cadres, qui se poursuivit pendant sept ans, sous la direction des instructeurs français, secondés par un personnel enseignant grec, entre les mains duquel passèrent graduellement les attributions des instructeurs français donna d'excellents résultats. On peut dire que de toutes les

missions françaises qui se succédèrent en Grèce, c'est cette dernière mission, de caractère purement instructif, qui laissa les traces les plus profondes.

Et cependant, c'est par un mouvement militaire qu'il fut renversé, ce qui prouve que ses instigateurs ne s'intéressaient pas vraiment à la réorganisation de l'armée.

### **Les mouvement de Pangalos – Kondylis**

Malgré les élections, qui ont rétabli la légalité constitutionnelle, les officiers continuaient à s'immiscer dans la politique, en particulier ceux qui s'étaient déclarés pour la proclamation immédiate de la république.

Ainsi, un groupe d'officiers, à la tête desquels se trouvaient Pangalos, Kondylis et Othonaios prirent l'habitude de se mêler de politique. Les deux premiers en vinrent même à faire figure d'hommes politiques. En plus, au lieu de combattre ces détestables tendances, les chefs des divers partis politiques les favorisèrent.

C'est le 25 juillet 1925 qu'éclata le mouvement Pangalos. Il réussit à s'emparer du pouvoir grâce à la pusillanimité du gouvernement et à la connivence d'un certain nombre de politiciens qui espéraient bénéficier de la situation. En vérité ç'a montré la faillite du monde politique et son incapacité à faire face à un mouvement qui, à l'origine, aurait pu être facilement étouffé.

Pangalos était un homme intelligent, prompt à prendre des décisions, très superficiel, et d'une ambition disproportionnée à sa capacité. Il se plaisait aux intrigues, n'hésitant pas à flatter les pires éléments du pays pour arriver coûte que coûte à ses fins. Ce n'était certes pas lui qui réformerait la Grèce.

Le sort lui réservait d'être renversé par les bataillons que lui –même avait créés, et sur lesquels il comptait pour le soutenir. Ses propres partisans s'entendirent avec Kondylis, et profitèrent d'un moment où il se trouvait loin d'Athènes, pour le renverser le 26 août 1926. Kondylis se mit à la tête du gouvernement, rappela Koundouriotis à la Présidence de la République et fit arrêter Pangalos. Il eut aussi la sagesse de proclamer des élections, et de ne pas poser sa candidature.

Les élections n'ayant donné à aucun des chefs politiques une majorité lui permettant de constituer un gouvernement, se décida de former un gouvernement de coalition sous le Président Zaïmis.

La situation économique léguée par la dictature Pangalos au gouvernement de coalition, était loin d'être florissante, et Kafandaridis qui y détenait le portefeuille des Finances, était forcé de lésiner sur les crédits que lui réclamait le Ministère de la Guerre. Il alla jusqu'à songer à réduire la durée du service militaire pour arriver à

équilibrer son budget. Mais tous les hommes politiques de la dernière période envisagèrent de recourir à cette mesure pour réaliser des économies. Ils croyaient qu'il suffirait de raccourcir d'un mois la durée du service pour obtenir une économie de 40 à 50 millions de drachmes, et s'imaginaient que les recrues ne devaient rester sous les drapeaux que le temps de parfaire leur instruction élémentaire. Se basant sur le fait que le Grec est intelligent, ils considéraient que la durée du service pouvait être ramenée à quelques mois.

Finalement le parti populaire (Tsaldaris) se retira du gouvernement de coalition s'étant trouvé en désaccord avec la majorité du cabinet sur la question des couvertures bancaires ; quelques mois plus tard Papanastassiou se retira à son tour. En dépit de cet effritement, le gouvernement présidé par Zaïmis resta au pouvoir jusqu'en juin 1928, c'est à dire jusqu'au moment où Eleuthère Vénizélos reparut sur la scène politique après une écrasante victoire aux élections de la même année.

### **Rentrée de Vénizélos dans la politique**

Bien que Vénizélos eût déclaré à plusieurs qu'il s'était définitivement retiré de la politique, il rentra dans la mêlée, car son tempérament inquiet et ambitieux ne lui permettait pas de renoncer à l'action. D'ailleurs le parti libéral n'avait jamais cessé de le considérer comme son chef, et Kafandaris n'était que son lieutenant.

Rentré en Grèce l'année précédente, Vénizélos s'était aussitôt intéressé à ce qui se passait dans le pays, et avait prodigué ses conseils au gouvernement. Tous ceux qui avaient des raisons d'être mécontents du gouvernement de coalition, poussèrent Vénizélos à sortir de sa retraite volontaire.

Il vint donc à Athènes, où ses constantes interventions irritèrent Kafandaris, qui avait le sentiment d'être mis en tutelle, et finirent par provoquer la démission du cabinet.

Au cours de son dernier mandat au pouvoir, Vénizélos prit des mesures durables pour garantir des relations constructives avec la Turquie kémaliste. Cela apaisa les tensions dans les Balkans, et relança la fragile économie grecque. Malheureusement, la crise économique mondiale qui se fit ressentir en Grèce, en 1931, balaya tous ces efforts. Chacune des économies européennes tentait de se protéger et la Grèce en fit de même. Par conséquent, une remarquable évolution industrielle eut lieu, mais comme la structure économique du pays était fortement dépendante des affaires internationales, le niveau de vie ne s'améliora pas. Le mouvement syndicaliste croissant et la peur d'une influence communiste grandissante parmi les ouvriers, poussa Vénizélos et ses successeurs à prendre des mesures extrêmement restrictives concernant les libertés civiques. Il était évident que la crise était générale et que la Grèce ne pouvait pas échapper à ses répercussions. Mais il était également indiscutable qu'au cours des dernières années la Grèce avait donné l'impression d'un état prospère, ne se préoccupant que de

faire exécuter les travaux qui avaient été négligés pendant des siècles. Et comme les hommes au pouvoir affirmaient que les finances étaient en meilleur état que celles des autres nations, alors la situation s'aggravait de jour en jour.

### **La ligue militaire**

En juillet 1932, en prévision des prochaines élections, Vénizélos ressuscita la Ligue Militaire, en lui assignant comme tâche de protéger le régime. Or, le régime ne courait aucun danger. Il était clair que les voix des républicains (Vénizélos, Kafandaris, Papanastassiou, Kondylis, agrariens) dépasseraient celles du parti populaire. Et même si ce dernier avait obtenu la majorité, sa victoire ne serait jamais écrasante avec le système de la proportionnelle. Il n'aurait donc pas eu la force de modifier le régime, et peut être même n'en aurait-il pas eu l'envie.

Le régime ne courait aucun danger justifiant l'intervention des officiers, et celle-ci ne pouvait se produire qu'au détriment de la discipline et de la concorde qui doivent régner dans une armée. Mais hélas, de nombreux officiers avaient pris la détestable habitude de se mêler de politique.

Ce sont toujours les mêmes qui de 1917 à 1920, et de nouveau après 1922, ont nui à l'armée, exercé une influence pernicieuse sur les cadres inférieurs et accoutumés leurs subordonnés à considérer qu'un mouvement militaire était chose naturelle et faisait partie des attributions d'un officier.

Et les politiciens, au lieu de servir contre ces tendances néfastes, préférèrent les exploiter à leur profit, et Vénizélos lui-même qui, en raison du prestige dont il jouissait auprès de la majorité des officiers, était l'homme indiqué pour les maintenir à l'écart de la politique, encouragea la création de la Ligue Militaire. Il alla même plus loin, il y fit allusion dans ses discours électoraux, à titre d'avertissement pour ceux qui oseraient voter contre lui.

Ce fut en vérité un spectacle affligeant que de voir cet homme au passé prestigieux, ce chef révérend du plus grand parti politique de la Grèce, en arriver à servir des officiers pour en imposer à ses adversaires et assurer la prédominance de ses partisans.

La pensée du tort incalculable qu'il causait à l'armée en usant de pareils procédés, ne suffit pas à l'arrêter sur la pente glissante où il s'était engagé. La conviction que la Ligue Militaire avait été instituée par le gouvernement poussa de nombreux officiers à y adhérer. Les uns y furent amenés parce qu'ils crurent aux prétendus dangers que courait le régime, d'autres par intérêt et pour ne pas mécontenter les Chefs de la Ligue, qu'ils savaient tout puissants au sein de l'armée, et derrière lesquels ils s'imaginaient que se tenait le gouvernement. Rares furent ceux qui eurent le courage moral de rester fidèles à leur devoir militaire et refusèrent d'en venir à des transactions illégales avec leurs inférieurs

### **Des élections de Septembre 1932 aux élections de Mars 1933**

Les élections du 25 septembre 1932 n'avaient donné la majorité à aucun des partis en présence. C'est encore Vénizélos qui avait obtenu le plus de voix, mais il n'était pas assez fort pour former le gouvernement à lui tout seul.

A la suite de laborieuses tractations, c'est P. Tsaldaris qui forma le gouvernement, avec le concours de J. Métaxa, de Kondyli et de Hadjikyriako.

Ce gouvernement fut renversé au bout de quelques mois et Vénizélos accéda au pouvoir. Le nouveau gouvernement obtint du Président de la République la dissolution de la Chambre et fixa les élections au 5 mars 1933.

### **Les événements du 6 mars 1933 et le mouvement Plastiras**

Les élections du 5 mars ont donné au parti vénizéliste 46,32% des votes et à l'opposition, représenté par le parti populaire, le 46,19% des votes. Mais à cause du système électoral c'est le parti populaire qui a emporté la majorité. Ainsi l'opposition aurait 136 députés contre 110 du parti vénizéliste.

La défaite du parti vénizéliste cause des réactions graves. L'idée de la restauration de la monarchie commence à être visible. La démocratie être de nouveau en danger, les deux grands partis politiques essaient à contrôler l'armée pour l'utiliser comme un levier de pression contre les opposants politiques.

Le soir du 5 mars quand les résultats des élections sont connus, le général en retraite Plastiras, visite Vénizélos et lui déclare son intention d'instaurer la dictature. Vénizélos au lieu de s'élever avec force contre un pareil projet et de lui empêcher de le mettre à exécution, l'avait laissé partir, se contentant de dire que s'il croyait la chose possible, il n'avait qu'à la tenter.

Mais comme les autres généraux se sont déclarés opposés au projet de Plastiras l'ont proposé de remettre le pouvoir à eux, qui à leur tour, le transmettraient au parti populaire. Plastiras a accepté cette solution, tout en répétant qu'on manquait une occasion d'arranger la situation une fois pour toutes !

Une grande agitation règne dans les rues d'Athènes ; des automobiles blindées parcourent la ville, tirant sur les rassemblements pour les disperser.

Le Président de la République a adopté l'idée d'un gouvernement de service, composé de militaires. Il a fait appeler Vénizélos et Tsaldaris qui se sont déclarés d'accord et le gouvernement a été immédiatement constitué. Ici il convient de souligner qu'un seul des chefs d'unités de la garnison d'Athènes s'est mis aux ordres de Plastiras. Les officiers d'artillerie, de cavalerie et du génie sont très montés contre les instigateurs du mouvement. Les garnisons de province – à part quelques rares exceptions – se sont prononcées en faveur de la légalité.

Le gouvernement de service est resté au pouvoir de la nuit du 6 mars au 10 mars à midi, jour où le gouvernement Tsaldaris a prêté serment. Pour la première fois depuis 1922, un gouvernement royaliste, arrive au pouvoir. Kondylis, ancien

officier vénizéliste devenu royaliste, est Ministre de la Guerre. Il est chargé d'une enquête au sujet de la conduite des officiers au cours de la nuit du 6 mars, aussi bien en Attique que dans le Péloponnèse, en Crète, dans l'Archipel et en Epire. Après cette évolution Plastiras se fait sortir à l'extérieur (14 avril).

Les années qui suivent sont marquées par l'austérité économique, l'instabilité politique et l'agitation sociale. Vénizélos s'est exilé de lui-même à Paris après un attentat contre lui le soir du 6 juin 1934, privant de l'arène politique son imposante présence.

## **PARTIE II LA RESTAURATION DE LA MONARCHIE**

### **Le mouvement de 1935**

La tentative de conciliation des divers milieux politiques a échoué. Les Libérales (Vénizélistes), après un vingtaines d'années – avec petites pauses – au pouvoir sentent déjà qu'ils sont sous persécution. Ils sont éloigné de tout les formes de pouvoir même de l'armée. Au sein des Conservateurs se mène un combat atypique : Tsaldaris où Metaxas ? Royalistes où Républicains ? Or cette confrontation acharné entre les deux grandes camps politiques, ont objectivement conduit le pays à la dictature de Metaxas, après la restauration de la Monarchie et la déposition de la République Présidentielle du fondateur Papanastasiou (1924).

Le 1 mars 1935, l'ultime coup d'Etat vénizéliste fut un désastre. Ainsi une sédition s'écclate à l'Arsenal de Salamine et sur deux points de la ville d'Athènes : à l'Ecole des Evelpides (Académie militaire) sous la conduite du capitaine Tsiganté et aux casernes de Makriyanni, sous la conduite du Colonel Sarafi et du lieutenant colonel Tsiganté. Aussi le cuirassé Avéroff et la plus grande partie de la flotte est aux mains des séditieux et s'apprête à prendre le large, se dirigeant probablement vers la Crète où se trouve Vénizélos. Dès au débout Vénizélos s'est mis ouvertement à la tête du mouvement, sans autre raison que de satisfaire son amour effréné du pouvoir. Il est vraiment navrant de voir cet homme dont le nom a été associé aux plus belles pages de l'histoire néogrecque, se déconsidérer en défendant des causes nuisibles à son pays.

Le gouvernement s'est rendu assez rapidement maître de la situation, à Athènes et dans certains secteurs du pays. Trois classes de réservistes ont été appelées sous les drapeaux ; des renforts ont été dépêché en Macédoine. De nombreuses arrestations ont été opérées parmi les chefs politiques et parmi les députés et d'anciens officiers.

La flotte qui se trouvait aux mains des insurgés a mouillé en Crète, et ensuite à Mytilène et à Chio. Ces trois îles se sont ralliées au mouvement. Kondylis, lui même, s'est rendu en Macédoine pour prendre la direction des opérations contre les rebelles. Le mouvement a été vite réprimé sans grandes pertes. Le soir du 11 mars, Vénizélos est monté à bord de l'Avéroff, s'est fait conduire à l'île de Kassos et y a débarqué ainsi que tous les officiers compromis dans la sédition. Il ne restait plus que des sous-officiers sur l'Avéroff ; ils ont ramené le navire au Pirée et se sont mis aux ordres du gouvernement. Les autres bâtiments de guerre en ont fait autant, après avoir débarqué les séditeux. Ce qu'il y a de surprenant, c'est que de nombreux officiers, originaires de Crète, n'ont pas adhéré au mouvement.

Ainsi tout est rentré dans l'ordre. Kondylis est rentré à Athènes en triomphateur et Tsaldaris aussi que Metaxas sont assoiffés de vengeance.

Le procès des chefs de la sédition a eu lieu à Athènes et a duré plusieurs jours. Sarafis, les deux frères Tsigante ont été condamnés à la détention perpétuelle. L'opinion publique s'est divisée quant à la peine qu'il fallait leur infliger. Les ennemis de Vénizélos et ceux qui craignent que l'indulgence du jury ne perpétue les séditions dont la Grèce a déjà tant souffert, sont pour la peine de mort.

Les vénizélistes y sont, bien entendu, opposés, et même des personnes appartenant à d'autres partis sont contre la peine capitale, car elles craignent que le sang versé n'élargisse l'abîme qui s'est créé entre les Grecs.

En effet les deux grands partis grecs ont continué à se conduire comme par le passé et à ne se préoccuper que des intérêts de leurs partisans, au lieu de veiller à la bonne administration du pays, de maintenir l'ordre et la discipline dans l'armée.

Les politiciens intransigeants (J.Rallis, Métaxas etc) l'amiral Sakellariou et le chef d'escadrille Reppas accusent le gouvernement d'avoir influencé les membres du tribunal militaire, en faveur des accusés. Pasmazoglou et Sayas, les deux ministres visés par ces accusations ont donné leur démission, et Tsaldaris a été forcé de l'accepter.

Métaxas s'est retiré, lui aussi, du gouvernement, avec l'intention de grouper autour de lui les intransigeants et de se créer un parti. Il avait été le premier député antivénizéliste à reconnaître la République, et maintenant il se met à la tête des royalistes intransigeants, pour s'en faire des partisans, guidé seulement par son opportunisme.

Le 24 avril les généraux Papoulas et Kimissis aussi que le colonel Volanis ont été condamnés à mort et exécutés. Beaucoup d'autres officiers ont été condamnés à la détention à vie. La dégradation des officiers condamnés à la détention perpétuelle, et des officiers et sous-officiers condamnés à de moindres peines a eu lieu devant les casernes dans des conditions révoltantes.

En parallèle s'est ouvert le procès des chefs politiques : Vénizélos et Plastiras ont été condamnés à mort, par contumace.

Au même temps absorbées par les tristes suites de cette sédition, la Grèce n'a plus le temps de suivre ce qui passe au delà de ses frontières. Des faits importants s'y sont pourtant produits. L'Allemagne, violant les clauses du Traité de Versailles, a déclaré le 16 mars qu'elle rétablit le service militaire obligatoire. L'Autriche, la Hongrie, la Bulgarie qui se trouvent dans les mêmes conditions que l'Allemagne font mine de vouloir l'imiter. Le Conseil de la Société des Nations a condamné la violation des traités dont l'Allemagne s'est rendue coupable. La Turquie déclare vouloir passer outre aux clauses du Traité de Lausanne qui lui interdisaient de fortifier les Détroits. Tous ces faits ont créé en Europe une atmosphère d'anxiété. Les réarmements s'intensifient. Seule la Grèce est noyée dans ses luttes intestines.

L'opposition (Vénizélistes) a décidé de ne pas participer aux élections de 9 juin 1935, parce que le Gouvernement n'a pas pris des mesures assurant l'entière liberté de la consultation populaire. En fait les garanties exigées par l'opposition étaient justifiées, et le fait que le gouvernement a refusé de lui donner satisfaction, prouve qu'il voulait à tout prix l'emporter aux élections. Ainsi les élections ont eu lieu à l'abstention des républicains et ce pourquoi la lutte électorale s'est limitée entre les gouvernementaux (Tsaldaris-Kondylis) et Métaxas. Ce dernier espérait qu'en se faisant le champion de la restauration, il attirerait à lui tous les intransigeants, et ceux qui, par tradition, intérêt ou snobisme rêvent de rétablir la royauté, car c'est le gouvernement qui a obtenu la quasi unanimité des voix.

Ce qui est étonnant sont les mensonges flagrants avec lesquels les politiciens ont réussi à fanatiser le peuple grec que l'on prétend intelligent. Il est vrai qu'il était vif d'esprit et perçoit rapidement, mais il était dénué d'éducation civique, de jugement et il ne s'intéressait pas suffisamment aux questions générales. Il faut dire qu'il était entouré d'exemples déplorables. Les politiciens qu'il suivait aveuglément lui ont donné celui de l'indifférence au bien public, du gaspillage des derniers de l'état, d'une coupable négligence, et d'un arrivisme caractérisé.

Ainsi l'Assemblée nationale après avoir ratifié les décrets promulgués par le gouvernement elle a consacré le reste de son temps à discuter pour la première fois du plébiscite concernant le futur régime du pays. Métaxas demande qu'il faut faire pour revenir le roi sans consulter le peuple au préalable, en donnant ensuite à l'Assemblée le droit de se prononcer, tandis que Tsaldaris insiste pour que le gouvernement ne se prononce pas du tout dans cette question, et laisse le peuple libre de choisir le régime sous lequel il préfère vivre. Mais il propose que les députés appartenant au parti gouvernemental, et même les ministres, aient le droit d'exprimer leur opinion individuelle.

Le plébiscite a été décidé en principe pour la mi-novembre 1935 mais il était évident que à partir de ce moment là tout le monde n'aura que le plébiscite en tête, chacun ne se préoccupera que d'y faire triompher son point de vue, ce qui fait

que personne ne travaillera, et que toutes les grandes questions, d'une importance vitale pour l'avenir de la Nation resteront en suspens.

Entre temps, le ministre de la guerre Kondylis ayant eu soif de bruit, de réception triomphales et de grand cordons, s'en est allé à Rome. De là il se rendra en Yougoslavie. Beaucoup de gens croient qu'il cherche à rencontrer le prince Nicolas et à s'entendre avec lui, en vue de l'établissement d'une dictature royale. Un certain nombre de généraux voudraient faire pression sur le Gouvernement pour qu'il fasse revenir le roi, sans recourir à un plébiscite. Le maire d'Athènes, Kodzias, s'étant rendu à Londres et y ayant rencontré le roi Georges II, le bruit a couru que le roi ne consent pas à être remis sur son trône par un coup d'état et qu'il entend être rappelé par son peuple. La situation est critique et les esprits s'échauffent à mesure qu'approche la date du plébiscite. Des soldats ont attaqué le chansonnier Attik, sous prétexte qu'il s'exprimait contre la royauté ; des royalistes ont pénétré dans les bureaux du journal « Patris » ont brisé les vitres et malmené les employés. Aussi des soldats parcourent les rues d'Athènes et du Pirée en automobile, acclamant la royauté en plein régime républicain. Etrange conception de la discipline ! Inutile d'ajouter que le gouvernement n'a pris aucune mesure pour empêcher ces agressions et ces manifestations. Personne n'a été arrêté.

Le 10 octobre un nouveau coup de théâtre s'est produit. Le général Papagos, l'amiral Oeconomou et le général d'aviation Réppas se sont présentés à Tsaldaris, en qualité de représentants des forces armées, et lui ont intimé l'ordre de démissionner, sous prétexte que le gouvernement n'a pas su manier la question de la restauration. Et comme Kondylis, ministre de Guerre lui a déclaré que 90% de l'armée est contre lui, Tsaldaris a démissionné. Il a prononcé devant la Chambre un discours dans lequel il flétrit l'intervention des militaires dans la politique. Après qu'il s'est retiré de la salle des séances avec ses partisans, il n'y restait plus qu'une centaine de députés, lorsque Kondylis a pris la parole pour se disculper, disant que tout ce qui a été fait, l'a été dans l'intérêt de la patrie. Ensuite, il a déclaré la république déchue et a rétabli le régime monarchique, disant que le peuple serait appelé à sanctionner, par un plébiscite, les mesures qui venaient d'être prises.

Ainsi le nouveau gouvernement Kondylis, avec Papagos comme Ministre de la Guerre a décrété la loi martiale, et établi une censure sévère, allant jusqu'à interdire que le discours prononcé par Tsaldaris soit publié par les journaux. Les mesures tendant à la falsification du plébiscite s'accroissent.

Il est clair que tout cela a été fait parce que Kondylis et les royalistes intransigeants se sont rendu compte que le courant en faveur de la république grossissant de jour en jour, leur intervention n'aurait pu empêcher la volonté populaire de se manifester, ce qui aurait rendu leur position intenable. C'est cette crainte qui les a poussés à agir.

Ainsi, Tsaldaris n'étant pas entièrement sous leur coupe, ils ont décidé de l'écarter définitivement. Et cet homme, entre les mains duquel le destin, les fautes de Vénizélos et la volonté du peuple grec avaient mis tout le pouvoir, n'a pas su en tirer parti. Il a perdu une occasion unique de se débarrasser de Kondylis et de s'assurer le concours des républicains. Il lui suffisait pour cela de se déclarer courageusement contre le plébiscite, et contre tout changement de régime, quant il en était encore temps.

Au lieu de cela, ne sachant pas lui-même ce qu'il voulait, faible d'esprit et d'âme, il a subi la volonté de Métaxas, et ensuite celle de Kondylis. Il a tergiversé, disant blanc à l'un et noir à l'autre, n'a pas su défendre la légalité, et a été finalement chassé par ses propres collaborateurs, bien que, possédant encore la majorité à la Chambre. C'est de cette lamentable façon qu'il termine une carrière politique, d'ailleurs complètement dépourvue de gloire.

Le nouveau gouvernement n'a aucun fondement légal. Il n'a pas été nommé par le Président de la République et ne jouit pas de la confiance de la Chambre. Il est le produit de l'arbitraire et de la violence. Ce qu'il y a de curieux, c'est qu'il ne représente même pas l'opinion de la majorité des officiers. Même après que plus de mille officiers ont été éloignés de l'armée, la majorité de ceux qui y restent continuent d'être républicains. Les meilleurs, parmi les antivénizélistes, royalistes ou populistes, voyant qu'un changement de régime est non seulement vain, mais nuisible, s'y sont déclarés hostiles, tout comme les intellectuels, les milieux scientifiques et la jeunesse universitaire. Mais Kondylis ayant pris la précaution de placer aux postes de commande ses partisans les plus fidèles, toute réaction est devenue impossible. Mais tous ça montrent que Kondylis a l'intention de gouverner en dictateur, en s'appuyant sur une armée qui lui serait toute acquise, non seulement pour falsifier le plébiscite, mais encore pour rester en qualité de chancelier après le retour du roi. Cet homme qui de sous-officier est devenu Président du Conseil et vice-roi, ne peut que l'avoir convaincu qu'il a été choisi par la Providence pour sauver la Grèce.

La promulgation de la loi martiale, le musellement de la presse, la déportation des officiers en retraite, sur la foi d'un simple rapport de police assurent l'impunité au gouvernement et paralysent toute action contre lui. En dépit de toutes ces précautions, certains faits inquiètent les hommes au pouvoir. Diverses arrestations ont donc été opérées, l'entourage de Kondylis est sur les dents, les Conseils se multiplient, Kondylis lui-même a l'air de craindre pour sa vie.

En effet le plébiscite a eu lieu le 3 novembre, de façon dérisoire. Les républicains se sont abstenus bien entendu, et les voix « royalistes » se sont élevées à 1.491.992 dans un total de 1.527.714 des votes. C'est plus que n'avaient obtenu tous les partis aux précédentes élections ! Une falsification plus grossière d'une consultation populaire ne s'est encore jamais vue ! Civiles et militaires votaient

autant de fois qu'ils en avaient envie, sans être inscrits sur les listes. Les républicains n'avaient pas de représentants aux urnes, et les représentants judiciaires qui, jusqu'à présent avaient toujours été nommés par la Cour de Cassations, ont été désignés à cette occasion par les préfets. Il n'a pas été difficile à Kondylis de proclamer que 97,88% des électeurs se sont déclarés en faveur du retour du roi.

Un Comité (composé de Balanos, de Mavromichalis et de Papagos) se rend à Londres pour communiquer au roi les résultats. Entre temps le gouvernement ne relâche en rien les mesures draconiennes qu'il a prises. Les grecs continue de vivre sous le régime de la terreur, tandis que Tsaldaris et Kondylis luttent désespérément pour attirer dans leurs camps respectifs le plus possible de députés.

Kondylis dit à qui veut l'entendre qu'il demandera au roi de dissoudre la Chambre et de le charger de nouvelles élections afin de lui donner un Parlement tout acquis. Tsaldaris soutient de son côté que c'est à lui que le roi devra faire appel. Certains politiciens sont d'avis que la meilleure solution serait de former un gouvernement de coalition, et d'autres se prononcent pour un cabinet de service.

Les divergences sont tout aussi marquées en ce qui concerne les futures élections, les uns étant partisans du système majoritaire et les autres de la proportionnelle.

Mais que pourra faire le roi Georges au milieu de ce pandémonium ? S'il garde Kondylis tous le républicains et une bonne partie des royalistes se tourneront contre lui, et le pays continuera de vivre sous la terreur – ce dont le roi portera la responsabilité. S'il fait appel à Tsaldaris, celui-ci n'arrivera pas à gouverner même s'il a la majorité à la Chambre. De plus, Kondylis lui fera une guerre acharnée. S'il fait appel aux républicains, il se mettra les royalistes à dos et s'exposera à voir la question du régime revenir sur le tapis.

Et ce n'est pas tout. Que décidera le roi au sujet de tous ceux qui sont encore sous les verrous ou en exil, à la suite du mouvement de 1935 ? A-t-il l'intention de les amnistier ? Il se heurtera, dans ce cas, à l'opposition de ceux à qui il doit le trône. Ne fera-t-il rien en leur faveur ? Cela lui vaudra l'inimitié de plusieurs milliers de ses sujets, et le calme ne sera pas rétabli.

### **Les évolutions qui se conduisent à la dictature de 4 août 1936**

Finalement le 24 novembre le roi George II (1890-1947), résolument anglophile, rentre à Athènes. Une réception grandiose a été préparé pour lui. Tout le monde maintenant l'attend comme un sauveur. Le plébiscite a été créé, à ses yeux, un fait accompli.

Si la majorité républicaine n'a pas réagi, c'est que son grand chef, Vénizélos, est en exil et a été condamné à mort, et que beaucoup de ses partisans ne veulent plus entendre parler de lui, à la suite du tort qu'il a fait à son pays par sa conduite

inconsidérée. Les autres chefs politiques ont également perdu de leur prestige à la suite de leur attitude ambiguë lors de la dernière insurrection. D'autre part la dictature Kondylis est prête à étouffer toute manifestation. Quant aux officiers républicains, les plus audacieux ont été arrêtés ou exilés.

Il en résulte que le plébiscite constitue aux yeux du public un fait accompli et que tout le monde en est venu à souhaiter que le roi revienne le plus tôt possible. Les vénizélistes, eux-mêmes, attendent son retour avec impatience, car beaucoup d'entre eux ont des parents ou des amis en prison ou en exil, et ils comptent sur le roi pour leur accorder l'amnistie.

Vénizélos qui est entré en contact avec roi, conseille à ses amis de reconnaître le roi, s'il accorde l'amnistie générale (à l'exclusion de sa propre personne) et s'il gouverne le pays en roi constitutionnel.

Mais la réception faite au roi a été assez chaleureuse et ses premiers actes ont fait bonne impression. Le gouvernement Kondylis a démissionné. Le roi a fait appeler successivement tous les chefs de partis et leur a demandé leur avis. Kondylis lui conseille de le maintenir aux pouvoirs ; Tsaldaris de faire appel à lui, qui possède la majorité à Chambre ; Métaxas de dissoudre la Chambre et de faire des élections selon le système de la représentation proportionnelle ; Sofoulis d'accorder une amnistie générale. Kafandaris et Papanastassiou ont refusé de se présenter devant le roi et Papanastassiou lui a fait savoir qu'il continuait d'être en faveur de la république.

En présence d'opinions à ce point divergentes, le roi a décidé de former un cabinet de service, ce qui permettra à la Chambre de voter la nouvelle constitution avant d'être dissoute. Les élections n'auront lieu qu'ensuite, toutes les mesures seront prises pour qu'aucune pression ne soit exercée sur les électeurs.

Démertzis, professeur à l'Université, a été chargé de former le gouvernement. Le choix du roi est favorablement accueilli par le public. Le roi aussi qui jouit d'un grand prestige, il a amnistié tous les civils ayant pris part à la dernière insurrection, et gracié les militaires en activité ou à la retraite qui y avaient été mêlés. La différence entre ces deux mesures de clémence consiste dans le fait que les militaires restent privés de leurs droits civiques. Les uns et les autres ont été immédiatement remis en liberté et sont rentrés en possession de leurs biens.

Les élections ont été fixées au 26 janvier et doivent avoir lieu d'après le système de la représentation proportionnelle. A la suite de pourparlers entre le gouvernement et les chefs politiques, s'est décidé de confier à des magistrats la direction des préfectures, au moment des élections. La nomination de Papagos au Ministère de la Guerre a fait une impression détestable ; elle a prouvé que Démertzis n'avait pas pleine conscience des obligations d'un gouvernement impartial, venu pour rétablir l'ordre et le respect des lois, puisqu'ils s'adjoint un ancien ministre de Kondylis, le promoteur du coup d'état du 10 octobre. Même si

c'est le roi qui a désigné Papagos à Démertzis, ce dernier avait le devoir de faire comprendre à Georges II que la chose était infaisable.

Ainsi le gouvernement fait preuve, dans tous ses actes, de mollesse et d'indécision. Il promet que les élections seront absolument impartiales, mais il laisse à leurs postes les préfets et les chefs de police nommés par Kondylis, dont on ne peut attendre que des interventions illégales. Et lorsque les fonctionnaires mis à pied par les précédents gouvernements, sans aucune raison valable, demandent à être réintégrés dans leurs fonctions, le gouvernement leur fait répondre qu'il ne peut prendre aucune mesure en leur faveur, sans consulter préalablement Tsaldaris et Kondylis, qui les avaient destitués.

Enfin les élections se sont déroulées avec assez d'ordre et les résultats ont prouvé que le peuple reste fidèle aux anciens partis dans une même proportion.

La nouvelle Chambre comptera 125 libéraux, 65 populistes, 15 républicains (Kafandaris, Papanastassiou, Papandréou), 63 partisans de Kondylis, 9 de Métaxas, 5 indépendants et 11 communistes. Le grand vainqueur c'est le parti Vénizéliste. Il est attristant de constater que la majorité des électeurs a accordé ses suffrages au parti qui, quelques mois auparavant, a plongé le pays, dans une effroyable anarchie. Toutefois, l'attachement fanatique des votants à la forte personnalité de Vénizélos, s'explique par l'ancienne gloire dont elle est auréolée, et il est en somme naturel que le peuple lui pardonne ses fautes récentes. Mais ce qui est honteux, c'est que Kondylis compte tant de partisans dans la future Chambre. Cela prouvait qu'une grande partie du peuple était dénuée du jugement.

Il est à craindre que la composition de la Chambre ne permette pas de constituer un gouvernement stable, ce qui laisse prévoir de nouvelles élections.

Le 31 janvier Kondylis est mort subitement, frappé d'une attaque.

Face à la faiblesse de former un gouvernement, le roi a fait appeler l'un après l'autre, tous les chefs de parti, puis il les a convoqués tous ensemble, et a fait appel à leurs sentiments de patriotisme pour qu'ils consentent à collaborer pour donner un gouvernement au pays. Sofoulis, Kafandaris et Papanastassiou se sont déclarés prêts à collaborer. Tsaldaris a accepté d'abord, lui aussi, mais ensuite sous l'influence des intransigeants, et craignant sans doute qu'une collaboration avec les libéraux ne lui fasse perdre des partisans, il en est revenu bientôt à ses tergiversations et à ses faux-fuyants. Métaxas a accepté de collaborer avec les libéraux, à la condition que les autres partis antivénizélistes entreraient aussi dans la formation du cabinet. Quant à Théotokis et eux amis de Kondylis ils se sont déclarés opposés à toute collaboration avec les libéraux.

A la suite de ce Conseil, le roi a laissé Sofoulis et Tsaldaris s'entendre entre eux. Ils se sont rencontrés en effet, mais les exigences de Tsaldaris se sont révélées déraisonnables et injustifiées (conditions de vainqueur à l'égard du vaincu, selon l'expression de Sofoulis). Tsaldaris exigeait la Présidence du Conseil, bien qu'il

n'ait que soixante députés contre cent trente députés libéraux ; il demande les Ministères de la Guerre, de la Marine et de l'Intérieur, et qu'aucun changement ne soit opéré dans l'armée de terre et de mer, dans la gendarmerie et la police. Toute entente devient dans ces conditions impossible, et il est à prévoir que la Chambre sera convoquée pour que les divers partis puissent s'y mesurer.

La Chambre ayant été convoquée, Sofoulis a été élu Président de l'Assemblée par 157 voix contre 137, grâce aux voix des communistes. Malgré cette majorité il ne saurait songer à former un gouvernement, sans la collaboration de Tsaldaris. Après avoir reçu une lettre du roi à ce sujet Sophoulis a tenté, mais en vain, de s'entendre avec Tsaldaris. Le nom de Mihalakopoulos a été prononcé comme celui d'un candidat éventuel à la Présidence d'un ministère de service mais il a démenti ces bruits en disant qu'il n'entendait pas être l'exécuteur des volontés d'autrui. A la suite de tous ces échecs un Ministère Démertzi-Métaxas paraît probable. Métaxas vient d'être nommé Ministre de la Guerre, de façon tout à fait imprévue. Voici comment les choses se sont passées : Les représentants des « forces armées » (c'est ainsi que s'intitulent Papagos, Oeconomou, et Réppas) déclarent depuis quelque temps déjà qu'ils n'accepteront pas un gouvernement libéral qui serait soutenu par les communistes. Ils se sont réunis un jour au Ministère de la Guerre et ont délégué Papagos auprès du roi, pour lui faire connaître leur point de vue.

Métaxas ayant eu vent de ce qui se tramait, a demandé audience au roi et lui a dit qu'il se chargeait de rétablir l'ordre dans l'armée. Le roi l'a invité à prêter immédiatement serment en qualité de Ministre de la Guerre, et a accepté la démission de Papagos.

Il est évident que si Démertzis avait fait preuve d'un sens politique plus aigu, il n'aurait pas pris Papagos dans son Cabinet et tous ces incidents auraient été évités.

### **La mort de Vénizélos**

Le 18 mars Vénizélos est mort à Paris. L'émotion dans Athènes est profonde et générale. L'homme d'état qui pendant un quart de siècle a été le pivot de la politique grecque possède encore l'aveugle confiance et l'entier dévouement de la moitié des Grecs. Cette moitié a pour lui une admiration sans limites et l'a suivi fidèlement jusque dans ses fautes, tandis que l'autre moitié l'a combattu et mortellement haï, sans pouvoir s'empêcher de reconnaître son incontestable supériorité. Ils envisagent avec épouvante le vide qu'il va laisser derrière lui, et se remémorent son glorieux passé. Ceux mêmes qui ne l'aimaient pas se rendent compte que sa disparition va bouleverser la scène politique. « L'antivénizélisme », cette idéologie politique négative et stérile n'aura plus de raison d'être.

Comme homme d'état Vénizélos a été, sans conteste, la plus grande physionomie de la Grèce moderne après Capodistria et Tricoupi, et si l'on juge d'après les résultats, ils a été plus heureux que ces deux illustres prédécesseurs.

A son arrivée à Athènes, en 1910, la Grèce était une nation d'environ deux million d'habitants, comprimée dans des frontières trop étroites. Quatre années lui ont suffi pour porter les limites de l'Etat Grec jusqu'aux fleuves Nestos et Aeos (Voïousa) et pour étendre sa souveraineté à la plupart des îles de l'Egée. Mais il ne s'en est pas tenu là. Il est parvenu par la politique audacieuse on devrait plutôt dire géniale et prophétique qu'il a suivie au cours de la guerre mondiale, à exaucer les vœux séculaires de race hellénique. Le traité de Sèvres qu'il a signé à Paris en 1920 créait la Grande Grèce et lui attribuait la Thrace, une partie de l'Asie Mineure, le Dodécanèse et l'Epire du Nord. Tous les espoirs lui étaient parmi en ce qui concernait Chypre et même Constantinople. Et ce n'était certes pas la faute de Vénizélos si cette œuvre immense s'est écroulée après le désastre de 1922.

Ses partisans, ses amis ont mis tout en œuvre pour que ses funérailles soient dignes de lui. Quant à ses ennemis, la mort elle-même ne les a désarmés pas. Tsaldaris s'est distingué par sa petitesse ; il n'a pas trouvé un mot à dire de son grand adversaire.

Le gouvernement a commencé par se bien conduire ; il a ordonné un deuil officiel, s'est occupé de préparer les funérailles et a envoyé un bateau de guerre pour ramener la dépouille en Grèce. La famille avait l'intention de se rendre directement en Crète, mais les libéraux d'Athènes ont insisté pour le corps soit préalablement exposé en la Cathédrale d'Athènes, afin que le peuple de la capitale puisse lui rendre un dernier hommage. La famille y a consenti, mais les plus fanatiques des antivénizélistes, Rallis, Mercouris, Kraniotakis, qui n'ont pas cessé d'insulter à la mémoire du grand disparu, rendus furieux par le deuil général et par les émouvantes manifestations auxquelles il donnait lieu, ont décidé d'empêcher à tout prix que n'éclatent aux yeux de tous les sentiments de dévotion du peuple pour l'homme qu'ils traînaient dans la boue. Ils ont donc décidé de faire dire une messe à la suite du désastre d'Asie Mineure. Aucun anniversaire, ni aucune autre circonstance ne motivait cette cérémonie. A l'issue de celle-ci, ils ont parcouru la ville encadrés par des officiers de gendarmerie en uniforme vociférant contre l'homme politique défunt et contre le gouvernement. La police s'est abstenue d'intervenir.

Cette conduite éhontée a provoqué le dégoût de tous ceux qui n'étaient pas dénués de tout respect humain. Il est regrettable que le gouvernement ait fait preuve d'une inqualifiable faiblesse vis-à-vis de ces abjects personnages, et se soit contenté de dire qu'il ordonnerait une enquête au sujet des militaires qui avaient participé à la démonstration.

Au lendemain de ces événements la famille Vénizélos a fait savoir qu'elle se rendrait directement à la Canée (Crète). Le gouvernement a acquiescé, prétendant qu'il avait pris toutes les mesures pour assurer l'ordre, mais qu'il s'inclinait devant le désir exprimé par la famille. Cette modification du programme initial a fait très mauvaise impression, car une poignée de fanatiques a ainsi eu gain de cause. Le gouvernement qui, en réalité, n'avait pris aucune mesure contre eux, est heureux de n'avoir à se livrer à nul effort pour imposer l'ordre dans Athènes. C'est à quoi aboutit la coupable tolérance des autorités envers les chefs de la police, de la gendarmerie et de l'armée.

Les notices nécrologiques parues dans la presse étrangère rendent hommage aux capacités exceptionnelles de Vénizélos, mais insistent sur la grande erreur qu'il a commise en associant son nom au mouvement de mars 1935.

Celles qui ont été publiées dans la presse grecque, reconnaissent que le grand homme d'état a rendu d'immenses services à son pays. Elles insistent sur la façon dont il a su relever le moral de ses concitoyens, dont il a rendu à la Nation, confiance en elle-même et lui a insufflé l'énergie qui lui a permis de réaliser ses plus ambitieuses aspirations.

Il est tout de même affreux et désespérant de se dire que des personnalités aussi fortes et aussi exceptionnelles que celles de Vénizélos et de Tricoupis (Premier Ministre : 1875,1878, 1880, 1882-85, 1886-90, 1892-93, 1893-95) , n'ont pas donné tout ce qu'on pouvait attendre de leurs facultés extraordinaires, et que l'œuvre de leur vie a été détruite par d'indignes adversaires portés au pouvoir par ce peuple singulier. Il est navrant aussi de se dire que tous deux ont été si passionnément haïs et que tous deux sont morts en exil.

Le 13 Avril 1936 le président du Conseil, C. Démertzis, est mort subitement, ainsi que P. Tsaldaris, chef de l'opposition, après quelques jours. Ainsi qu'il arrive d'ordinaire, chacun est considéré, après sa mort (du président), comme doué d'une grande valeur et le vide est difficile à combler. Métaxas, qui avait horreur du vide, a immédiatement rempli celui que cette disparition a créé en devenant Premier Ministre.

Ainsi libéraux et populistes ont tenté encore une fois de s'entendre pour former un gouvernement parlementaire, mais en vain. A ces jours là, des grèves ont éclaté à Thessalonique parmi les ouvriers du tabac. La police est intervenue et il y a eu des morts et des blessés. A la suite, les grèves se sont généralisées et étendues à tout le pays. Il faut souligner ici, que le niveau de vie des ouvriers et des agriculteurs était très bas. La mauvaise administration et les continuels changements de gouvernement n'ont pas laissé le temps d'étudier de façon systématique les besoins du peuple et de donner satisfaction à celles de ses exigences qui étaient tout à fait justifiées. Et comme aucune réaction ne s'étant manifesté contre lui, par les partis politiques, Métaxas reste au pouvoir. Les chefs

de partis menacent toujours de s'entendre pour former un gouvernement, mais ils n'en font rien, et ils ne le feront jamais. Le gouvernement Métaxas se distingue par le gaspillage des deniers publics, et cela au moment où la Grèce déclare n'être pas en état de payer les intérêts des emprunts qu'elle a contractés. Il ne s'occupe de résoudre aucune des questions vitales pour le pays.

L'opinion européenne à cette époque a été occupée par la demande au Congrès de Montreux, des Turcs, qui voudraient l'abolition des clauses sur les Détroits, du Congrès de Lausanne. D'après celles-ci les Détroits devraient être désarmés.

### **De la dictature du 4 août 1936 à la seconde guerre mondiale**

Le 4 août Métaxas a institué la dictature. Une dictature que n'existait pas aucune raison pour s'instituer. Et cela, parce que Métaxas étant avant tout un arriviste et un réaliste et que depuis la mort de la plupart des chefs de partis et vu l'état lamentable dans lequel se trouvait le monde politique, il gouvernait le pays en véritable dictateur. Alors la question est, que pouvait-il désirer de plus ?

Que devraient en penser ceux dont le principal argument contre la république avait été, que le retour du roi mettrait à l'abri des mouvements séditionnels et des dictatures ? Et qu'a fait le roi, a-t-il réagi ? Tout au contraire il était d'accord avec Métaxas car celui-ci n'aurait pas osé se livrer à cette mesure si le roi s'y était opposé, s'il avait fait appel à l'armée. A mon avis le roi est responsable autant que le dictateur. J'éprouve alors d'une part, une profonde tristesse pour l'état où se trouvait réduit ce malheureux pays où, sans que la moindre goutte de sang soit versée, sans la moindre opposition, le premier venu pouvait s'instituer dictateur, pourvu qu'il se soit assuré de quelques personnes de confiance à certains postes et pourvu qu'il proclame qu'il se charge de redresser les torts que ses prédécesseurs ont causés et qu'à partir de cet instant s'ouvre une nouvelle ère de renaissance et de prospérité. D'autre part je suis envahi d'une profonde rancune pour les politiciens de cette époque dont l'incapacité et les rivalités partisans nous ont conduits à la dictature du 4 août.

L'image de la Grèce pendant cette dictature c'est que le pays est gouverné de façon dictatoriale, la presse est virtuellement inexistante, les journaux ne publient que des hymnes au gouvernement et celui-ci proclame qu'il s'occupe du redressement financier, de la défense nationale, de la prévoyance sociale, en un mot de tout ! Mais les contradictions du programme gouvernemental passent inaperçues.

La plupart des gens sont hypnotisés par les mensonges habilement mis en circulation par les hommes au pouvoir ; et sont convaincus que la dictature les a sauvés du communisme. Ils s'imaginent avoir échappé à un grand péril et croient que tout ira bien désormais, puisqu'on est délivré du parlementarisme. Métaxas prononce des discours, dans lesquels il accuse les partis politiques d'avoir causé la

scission du pays. Le manque de tout contrôle, la suppression de la liberté de presse, les dithyrambes de commande dont les journaux sont inondés empêchent le public de se faire une idée exacte de la situation. L'attention de l'Europe est accaparée par la guerre d'Espagne, qui donne lieu à des actes d'héroïsme et à des actes de cruauté aussi inouïs les uns que les autres. L'Allemagne et l'Italie se sont ouvertement déclarées en faveur des révolutionnaires et ont officiellement reconnu le gouvernement de Franco. Toutes les nations réarment fiévreusement.

En Grèce, la dictature gouverne sans que la presse puisse exercer le moindre contrôle. Aucune réforme n'a été accomplie. Métaxas se contente d'imiter Hitler et Mussolini en prononçant de fulgurants discours, dans lesquels il accuse militaires et parlementaires et prétend avoir sauvé le pays. Qui oserait le démentir ? Beaucoup de gens, lassés par les désordres de ces dernières années, s'étaient sincèrement imaginés – avec la crédulité et la légèreté qui caractérisent les Grecs – que la dictature sauverait le pays du communisme et rétablirait l'ordre. Ils ont sacrifié à cet espoir la liberté de pensée qui constituait autre fois, pour les Grecs, un article de foi. L'exemple de l'Italie et de l'Allemagne, les événements d'Espagne sont pour beaucoup dans ce qui s'est passé en Grèce pendant cette époque.

La dictature ayant été instaurée sans que le peuple ait été consulté et se fondant sur le prestige dont jouit le roi, le malheur a voulu que le dictateur investi d'un pouvoir quasi absolu ne se soit pas rendu compte que son devoir consistait à créer des bases solides pour le retour à la légalité, par une série de réformes politiques et sociales. Au lieu de cela, il proclame qu'il restera indéfiniment au pouvoir, et s'entoure de collaborateurs médiocres, tout à fait incapables de mener à bien le tâche qui leur incombe. Et comme la dictature use toujours de méthodes arbitraires, plusieurs des politiciens ayant publié des proclamations dirigées contre le gouvernement ont été déportés en différentes îles ; parmi eux Kafandaris à Zante, Mylonas en Icarie, Théotakis à Paxos, Mihalakopoulos à Paros, Papandréou à Cythère et Markou à Amorgos.

En autre événement pendant cette période était les frottements qui se sont produits entre l'armée et les organisations ridicules, dénommées « jeunesse nationale », que la dictature a jugé bon de créer. Les gradés de ces organisations exigent d'être salués par les officiers et les soldats ! Les officiers s'étant plaints, le gouvernement a été obligé de prendre des mesures, ce qui n'a pas empêché un ministre de répondre à un général qui protestait à ce sujet, que le gouvernement s'appuyait sur ces organisations beaucoup plus que sur l'armée !

La dictature de Métaxas, suivi de très près par le roi Georges, tenta de maintenir la Grèce hors de la seconde guerre mondiale et comme la situation y demeure inchangée, fêtes et discours se succèdent sans interruption. On y exalte le 4 août qui, selon les partisans de la dictature, a sauvé la Grèce, l'a régénérée et l'a rendue forte et respectée. Voilà un petit bilan selon les archives du Congrès

Historique International (La Grèce 1936-44) : 80.000 arrestations pendant sa durée, 43.000 « déclarations de pénitence » qui se sont signés à la force, des emprisonnements et des déportations de 4.500 communistes aux îles pelées et de 150 hommes politiques et militaires, livraison de presque 1.400 communistes déportés où emprisonnés par les épigones de Métaxa aux nazis pour exécution, tortures et meurtre de plusieurs personnes etc.

Entre temps, la mobilisation partielle décrétée au moment du débarquement italienne en Albanie, a révélé toutes les lacunes de l'organisation militaire. Désordre, pénurie de matériel, insuffisance numérique et qualitative des cadres. Le gouvernement s'est vu forcé pour combler les vides de rappeler quelques uns des officiers qu'il avait mis à la retraite après le mouvement de 1935. Mais hélas, la plupart de nos meilleurs officiers ont été éloignés de l'armée.

Un communiqué du gouvernement italien contient l'assurance formelle que l'intégrité de la Grèce sera respectée, et que les relations entre l'Italie et la Grèce continueront d'être cordiales. Métaxas, à qui cette note a été communiquée par le Chargé d'Affaires italien, a fait remercier Mussolini, au nom du gouvernement grec. D'autre part, Chamberlain et Daladier, Premiers Ministres respectifs de Grande Bretagne et de France, ont publié des déclarations identiques, selon lesquelles : « en prévision d'une action éventuelle qui menacerait l'indépendance de la Grèce ou de la Roumanie, et au cas où les gouvernements de ces deux pays en viendraient à considérer que leurs intérêts vitaux leur imposeraient de résister de toutes leurs forces nationales, l'Angleterre et la France se considéreraient comme tenues de fournir immédiatement aux gouvernements de la Grèce et de Roumanie, toute l'assistance dont elles pourraient disposer. »

Alors que le monde entier est bouleversé, qu'il change d'aspect, que les gens envisagent l'avenir avec angoisse, la Grèce fête le quatrième anniversaire du 4 août 1936 ! Par la presse, par les affiches qui couvrent les murs d'Athènes, par les discours du dictateur et de ses ministres on proclame que la Grèce côtoyait l'abîme le 4 août 1936, et que Métaxas non seulement l'a sauvée, mais encore qu'il l'a enrichie et couverte de gloire.

Hors de la Grèce la guerre aérienne et sous-marine menée par les Allemands contre les Anglais tend à isoler les îles britanniques. Les bombardements quotidiens des arsenaux et des centres industriels ont pour but de paralyser leur effort défensif et de terroriser le peuple anglais.

Ainsi tandis que le monde est tenu en haleine par la menace d'une invasion de la Grande Bretagne, un événement bouleversant se produit dans les eaux grecques.

Le grec croiseur « Helli » qui s'était rendu à l'île de Tinos à l'occasion du pèlerinage du 15 août 1940, a été torpillé par un sous-marin que l'on prétend inconnu et a coulé en quelques minutes. La plus grande partie de l'équipage se

trouvait heureusement à terre, ce qui fait que les victimes n'ont pas été nombreuses. Cet attentat contre un navire neutre, perpétré sans aucun avertissement était d'une lâcheté inouïe.

Par une étrange coïncidence, la presse italienne a mené depuis quelques jours une violente campagne contre la Grèce, prétendant que la minorité albanaise de la Grèce est opprimée, et que elle n'observait pas la neutralité à laquelle elle s'est tenue.

Ce premier attentat a été suivi d'attaques de bateaux marchands, par des sous-marins, et de bombardements de bateaux de guerre par des avions.

Tous ces faits ne peuvent s'expliquer qu'en tant que signes précurseurs de l'invasion et de l'occupation de territoires grecs par des forces étrangères (en l'occurrence italiennes). En effet, les Italiens prennent d'avantage de la liberté d'action qui leur est laissée en Méditerranée, à la suite de l'écroulement de la France, et de la situation précaire dans laquelle se trouve l'Angleterre.

Le 28 octobre 1940 à 3 heures du matin, l'ambassadeur d'Italie à Athènes a demandé à voir Métaxas, et lui a remis un ultimatum, selon lequel la Grèce aurait violé à plusieurs reprises sa neutralité en faveur de l'Angleterre. L'Italie se considère donc en droit d'occuper les bases et les points du territoire grec qu'elle juge nécessaires à sa sécurité, et de les conserver jusqu'à la fin de la guerre.

Si le gouvernement grec ne se soumet pas à ces exigences l'armée italienne a ordre d'envahir le territoire grec, à 6h. du matin.

Métaxas a rejeté l'ultimatum, ce qui fait que la Grèce se trouvera en guerre avec l'Italie. La mobilisation générale a été immédiatement décrétée. Après trois mois il est mort. Ainsi c'est Koryzis, gouverneur de la Banque Nationale qui assume provisoirement la Présidence du Conseil.

Depuis trois jours ne s'entendait que des louanges à propos du défunt. Tout ce que son passé avait de peu édifiant a été oublié : son opposition acharnée à la politique nationale de Vénizélos, la fondation de groupements paramilitaires de réservistes destinés à démoraliser le peuple et à le pousser à s'opposer à cette politique, les nombreuses séditions dont le défunt avait été l'instigateur, sa politique perfide à l'égard du régime républicain etc. C'est d'ailleurs là un des traits caractéristiques du peuple grec, depuis l'antiquité la plus reculée.

Abstraction faite de la seule action vraiment « national » de sa vie, qui a consisté à repousser l'ultimatum italien, il faut reconnaître qu'il a su mener une politique habile, au point de vue démagogique. Il a tout d'abord complètement muselé la presse, qui en était arrivée à ne plus décrire que ce qu'il lui dictait. Le peuple était ainsi tenu dans une complète ignorance de la situation politique et militaire réelle. A force d'entendre répéter tous les jours, que le dictateur était le seul à s'être jamais occupé de la défense nationale et comme personne n'osait contredire cette assertion, le peuple avait fini par y croire. Alors qu'en réalité,

Métaxas n'avait pas fait venir un seul canon, une seule mitrailleuse, pas plus que le moindre char d'assaut, au cours de ses quatre années de dictature, et que l'armée va se battre avec les armes que lui avaient procurées les gouvernements républicains, la presse proclame cependant chaque jour que c'est à Métaxas que l'armée combattante doit tout. Il a ensuite flatté l'ambition des enfants en leur donnant des charges et des titres, et en leur faisant accroire que les générations qui les avaient précédés ne les valaient pas. C'est ainsi que la fautive organisation de la jeunesse, jugée par la plupart des gens comme une pâle imitation des organisations analogues de Hitler et de Mussolini, et dont l'utilité était nulle, réussit à faire de nos jeunes gens des partisans enthousiastes du dictateur.

D'autre part, les profits, scandaleux et les privilèges uniques dont bénéficiait l'entourage de Métaxas, et qui dépassaient de beaucoup ce qui s'était vu sous les pires gouvernements parlementaires, n'étaient pas connus du grand public qui, se fiant aux journaux, était convaincu que la dictature était irréprochable et contrastait avec la corruption qui l'avait précédée.

### **PARTIE III**

#### **LA SECONDE GUERRE MONDIALE, LA RESISTANCE ET LA GUERRE CIVILE (1940-1949)**

La suite est plutôt connue. Le dictateur italien commit une erreur grave de stratégie et, au bout de six mois de violents combats, l'armée grecque occupait la majeure partie du sud de l'Albanie, pays sous autorité italienne depuis le début de l'année 1939.

Le 6 avril 1941, Hitler décida de venir en aide à son allié trop affaibli et décida d'envahir la Yougoslavie et la Grèce. L'armée grecque ne put faire le poids face aux Allemands, supérieurs en nombre et en armements. Le général Tsolakoglou, désobéissant aux ordres du roi qui avait été déjà parti en Crète, capitula le 24 avril 1941. En Crète, les forces grecques et britanniques, fortes de la participation active de la population, livrèrent une ultime bataille désespérée (Bataille de Crète) en mai 1941. Les Nazis remportèrent une victoire à la Pyrrhus, perdant le dynamisme de leur force aéroportée. L'attaque qui se préparait contre l'Union soviétique fut repoussée de quelques mois fatidiques. Le roi, le gouvernement grec et ce qui restait des armées de terre, de mer et de l'air suivirent l'armée britannique en retraite en Egypte et continuèrent à se battre jusqu'à la victoire finale des Alliés. Les soldats étaient recrutés dans la *diaspora* grecque et parmi les jeunes hommes qui avaient rompu avec la Grèce. Pour la première fois depuis la période ottomane, le pays était occupé : La Thrace et la Macédoine orientale étaient sous occupation bulgare et le reste de la Grèce sous autorité

italienne. Les Allemands, eux, occupaient Athènes, Thessalonique, la Macédoine, la quasi totalité de la Crète et la frontière turque. Les Bulgares et les Italiens, dans leur tentative de démembrer la Grèce, appuyèrent les mouvements séparatistes des petits groupes ethniques vivant près de la frontière. Ainsi, les Italiens utilisèrent les petites minorités d'Albanais musulmans Tchams, de la frontière avec l'Épire, et essayèrent, en vain, de former une légion valaque dans la chaîne de montagnes Pindus. La menace bulgare était bien plus sérieuse, car elle avait recours à une brutalité physique excessive et à des mouvements forcés de population. De nombreux Grecs furent chassés de Macédoine orientale, sous occupation bulgare, pour être remplacés par des immigrants bulgares. Les citoyens grecs de langue slave devaient, de gré ou de force, de déclarer Bulgares. Dans les provinces du nord de la Grèce, occupées par l'Allemagne et l'Italie, les sollicitations brutales, quand elles ne suffisaient plus, faisaient place à la force.

La première année d'occupation fut extrêmement difficile. L'administration nazie confisquait toutes les ressources, provoquant sciemment la disette. Au cours de l'hiver 1942, les populations urbaines connurent une terrible famine et l'on estima à 250.000 le nombre de personnes mortes de faim dans les rues, d'Athènes. Une année entière s'écoula avant qu'un accord ne soit trouvé, sous l'égide de la Croix Rouge, grâce auquel l'importation des produits alimentaires de base put reprendre. Malgré l'épouvantable situation économique du pays, le gouvernement collaborateur eut l'obligation de prêter des sommes astronomiques à l'Allemagne, sans qu'elles ne lui soient jamais remboursées.

La résistance grecque s'était organisée dès les premiers mois de l'occupation. Fondé le 27 septembre 1941, l'EAM (Front national de libération), de gauche, représentait le parti le plus important. Les mouvements de résistance commencèrent à gagner du terrain en 1942, avec la formation de groupes armés, tels que l'Elas, l'Edes ou l'Ekka. En mars 1943, les manifestations et les rassemblements furent suffisamment puissants pour empêcher la concrétisation du projet allemand d'enrôler de force tous les travailleurs grecs et de les envoyer travailler dans les usines allemandes. En dépit de la brutalité des représailles allemandes pour tout acte de résistance, les actions de sabotage et les attaques armées se multipliaient. La population masculine de la petite ville de Kalabryta et de nombreux villages comme Koméno, Kleisoura et Distomon fut décimée de façon barbare par ce type d'opérations aveugles. Mais cela n'empêcha pas les groupes armés de contrôler, à partir de 1944, une grande partie des montagnes du pays.

L'horreur atteignit son paroxysme avec l'extermination de presque tous les juifs de Grèce. Il existait à Thessalonique, depuis le début de XVI<sup>ème</sup> siècle, une importante communauté juive séfarade représentant l'un des plus grands centres de la culture juive en Méditerranée. Toute cette population fut expatriée et exterminée par les nazis. Il en fut de même pour les anciennes communautés de Corfou ou de

Jannina, pour ne citer qu'elles. En Thrace et en Macédoine orientale, les Bulgares avaient protégé eux-mêmes leur communauté juive, tout en collaborant étroitement avec les Allemands. Seuls certains Juifs, qui avaient participé à la résistance armée ou qui s'étaient bien intégrés aux populations importantes des villes comme Athènes, furent épargnés. Quelques communautés (île de Zante, Katérini et Volos) purent heureusement être évacuées et sauvées grâce à l'église, aux groupes de résistance ou aux fonctionnaires de l'administration locale. D'autres durent également leur salut à leurs voisins chrétiens. Néanmoins, les pertes humaines furent considérables : plus de 58.000 Juifs grecs furent exterminés, soit 82% de la population juive

La Grèce subit de très lourdes pertes humaines et matérielles. Sur le plan humain, on estime à 687.000 le nombre total de morts. L'infrastructure, quant à elle, fut détruite par les combats, les bombardements, le sabotage et le pillage. Mais le pire était à venir. On savait que les groupes de résistance étaient armés et déjà impliqués dans leur conflit de politique interne. En 1944, les gouvernements royal britannique et grec envisagèrent une confrontation armée avec le front national de libération (EAM), dont l'influence s'étendait à toutes les zones rurales et à la majorité des villes principales, bénéficiant alors du soutien de la plupart des Grecs.

En octobre 1944, Athènes fut libérée. C'est avec enthousiasme que la nation réjouie accueillit les armées grecque et britannique. Malheureusement, un antagonisme surgit bientôt entre les résistants de l' EAM, qui couvraient la majorité des villes et des campagnes, et le gouvernement royal, soutenu par les britanniques. Ainsi, le 3 décembre 1944, à la suite de l'échec des tentatives pour trouver un compromis, un conflit armé éclata à Athènes. En février 1945, après un mois de lutte forcenée dans les rues, l'EAM et le gouvernement grec se réunirent à Varkisa pour parvenir à un accord, entériné par le gouvernement britannique. Les termes de l'accord prévoyaient, notamment, le désarmement des groupes de résistance, la « démocratisation » des forces armées, de la police et de l'administration grecques et enfin, l'organisation transparente d'un référendum impartial par le monarque.

Aucun des articles de l'accord ne se concrétisa totalement, mis à part le désarmement partiel et la démobilisation de la plupart des groupes de résistance de gauche. Les anciens libéraux vénizélistes, eux, étaient utilisés à leur terrorisme blanc. L'aile gauche de l'opposition fut peu à peu amenée à la guerre civile. Le parti communiste, dirigé par son ancien leader, Zachariadis (de retour de Dachau) , assumait son rôle de principale force d'opposition, mais se révéla incapable de maintenir une politique stable. L'erreur fondamentale de Zachariadis fut d'appeler à l'abstention pour les élections de mars 1946. C'est ainsi que les communistes se coupèrent de la scène politique. Néanmoins, premièrement, la provocation permanente et les humiliations subies par les anciens résistants, deuxièmement le rétablissement d'une administration et d'une armée autoritaires et troisièmement, la

prédominance marquée de forces politiques royalistes et d'extrême droite dans le camp anticommuniste menèrent inéluctablement l'aile gauche de l'opposition à la guerre civile, qui éclata en octobre 1946.

Cette guerre civile fut tout aussi destructrice que la précédente, en terme de vies et de ressources économiques, mais plus amère encore. Elle s'inscrivit dans le contexte de la Guerre Froide – faisait rage dans toute l'Europe – et retarda la saine évolution politico-démocratique du pays des trois décennies suivantes. Les Etats Unis prirent le relais de la Grande-Bretagne, déparée de son rôle de protecteur des gouvernements royalistes. Après l'ultime défaite de la révolte communiste d'août 1949, les sympathisants (deux Grecs sur trois étaient soupçonnés) étaient, entre autres, victimes de discriminations, renvoyés de leurs postes, dans les domaines de l'administration ou de l'éducation, ou personnellement humiliés. Certains d'entre eux choisirent d'émigrer, tandis que d'autres se résignèrent à voir leurs vies ravagées.

#### **PARTIE IV**

#### **APERCU DE L'HISTOIRE DE 1950 A 1967**

Après la guerre civile, le parti communiste fut exclu du gouvernement. Cependant le parti EDA (démocratique unifiée), qui s'y substitua, se retrouva fortement marginalisé du pouvoir politique. Quand aux différents partis centristes libéraux des années post-vénizélistes, qui avaient soutenu les royalistes pendant la guerre civile, ils étaient toujours suspectés d'inclination républicaine. Les Etats-Unis avaient endossé le rôle de meneur dans la croisade anticommuniste et voyaient en la personne du roi un bon allié. Ce dernier avait déjà le contrôle de l'armée et des hautes instances de l'administration publique, dominant ainsi le système politique. En outre, la justice, l'éducation et l'armée étaient dirigées et composées par les mêmes individus royaux qui avaient servis sous Métaxas, voire sous les gouvernements collaborateurs. Ils étaient, en majorité, anticommunistes et conservateurs, de tendance antiparlementaire et autoritaire.

Après une courte période libérale (1950-1951), un gouvernement très conservateur arriva au pouvoir, avec à sa tête, Alexandre Papagos. Puis, d'autres gouvernements de droite se succédèrent, jusqu'en 1963. C'est à eux que l'on doit la mise en place d'un système parlementaire « boiteux », allant profondément à l'encontre d'une grande partie de la population grecque. Pour ce qui est de l'armée, fidèle à la royauté, elle échappait entièrement à tout contrôle politique. Néanmoins, diverses allégeances officieuses se faisaient parmi les officiers et les politiciens. Le pouvoir glissait des mains du roi.

En dépit du climat politique orageux, l'économie grecque commença à se redresser, tandis que la population migrait en ville et que l'industrie de la marine marchande nationale était en plein essor. Les différents gouvernements dirigés par le jeune Caramanlis (Premier Ministre 1955-1963, 1974-1980 ; Président de la République hellénique 1980-1985, 1990-1995), jouèrent un rôle déterminant, attribuable à la rapide évolution de la conjoncture internationale, au réseau de transports et de communications du pays et à l'intégration progressive de Grèce aux structures d'Europe occidentale. En 1952, la Grèce devint membre à part entière de l'OTAN, et signa, par la suite, un accord d'Association au Marché commun européen (traité d'Athènes, juillet 1961). Cette ascension rapide dura jusqu'aux années 1970, permettant à la Grèce de rattraper, en partie, le niveau des autres économies européennes et de réunir les qualités requises pour intégrer l'Union européenne, en 1981. Il convient toutefois de signaler que l'essor économique de la Grèce ne se fit pas sans heurts, et qu'entre 1960 et 1972, une grande partie de la population quittait la campagne, n'ayant d'autre alternative que l'immigration vers les autres pays européennes en quête de main-d'œuvre supplémentaire.

Le climat politique et social des années 1960 fut tout aussi tumultueux. Caramanlis maintenait son cap, sans toujours satisfaire les royalistes et sous la pression grandissante de la gauche. La crainte d'une victoire de la gauche aux élections de 1961 entraîna le trucage du scrutin. Cela provoqua un tollé général contre le gouvernement. Ce mouvement de contestation était dirigé par Georges Papandréou, le plus ancien des leaders de l'Union du Centre (confédération aux contours imprécis composée d'anciens vénizélistes libéraux et de conservateurs insatisfaits) et finit par renverser le gouvernement. Georges Papandréou, vainqueur des élections de 1964, bénéficiait du large soutien des électeurs libéraux et de gauche. Ces derniers entendaient ainsi marquer leur mécontentement vis-à-vis des différents gouvernements autoritaires royaux, dont ils estimaient qu'ils avaient eu tort de les percevoir comme la principale menace à la dynastie ; pendant ce temps, l'entourage du monarque savait la cohésion au sein du gouvernement élu. La division de l'Union du centre se solda par la chute du gouvernement de Papandréou, en 1965, sans entacher pour autant sa popularité grandissante.

Le climat politique était empoisonné par les actes du centre officieux du pouvoir, qui, sous protection royale, échappait au contrôle du gouvernement. A cela s'ajoutaient les ligues secrètes d'extrême droite de moindre importance, qui, depuis 1961, étaient plus attachées que jamais à leurs objectifs et intimidaient les opposants politiques en discréditant les partis du centre et de la gauche. Tous ensemble, ils saisirent bientôt l'occasion d'instaurer ce qui était, à leurs yeux, la seule solution à l'instabilité et à la démocratie en général : la dictature. Une coalition de colonels l'emporta sur les généraux du roi et fomenta un coup d'Etat le 21 avril 1967, un mois avant les élections. Les colonels putschistes étaient inconnus

de tous, si ce n'est des conspirateurs royaux. Le roi vaincu tenta de reprendre le contrôle de la situation en préparant un coup d'Etat d'amateur en décembre 1967. A la suite de son échec, il quitta le pays.

La junte militaire exerça le même type de contrôle que les dictateurs précédents. La réputation du dictateur lui-même s'était forgée sur l'excès de ridicule. L'hostilité croissante de la population ressortait particulièrement par les multiples manifestations des étudiants. Le régime dictatorial tenta de se légitimer par un minutieux transfert de pouvoir aux anciens politiciens conservateurs. L'armée fut appelée à « restaurer » l'ordre dans Athènes, ce qu'elle fit, laissant plus de quarante morts derrière elle. Une semaine plus tard, Papadopoulos fut renvoyé par son chef de police militaire, le brigadier Ioannidis, dernier bastion du pouvoir à Athènes.

La nouvelle dictature était complètement isolée de la scène internationale. La dernière de ses actions qui fit date fut la regrettable décision d'utiliser le contingent grec à Chypre pour faire un coup d'Etat contre l'archevêque Makarios, président de l'île et figure éminente du mouvement non-aligné.

Le désastreux coup d'Etat de Chypre prouva incontestablement que la dictature militaire n'était pas plus pour de préparer la Grèce à la paix qu'à la guerre. L'échec national causé par la dictature fut l'aboutissement naturel de toute cette culture d'extrême droite qui, tout en étant étroitement liée à la monarchie, avait occupé la vie politique et intellectuelle du pays depuis 1935. La monarchie et son entourage politique antiparlementaire n'avaient plus aucun poids, pas plus que les discours anti-libéraux ou anti-socialistes.

## Conclusions

Pendant le XX siècle la Grèce a été subie plusieurs blessures, tant au niveau national qu' international telles que, le « dissension national » de 1915, la « désastre d'Asie mineure », l'appauvrissement du pays pendant de la décennie '30, la dictature de Métaxas, la guerre civile et finalement la junte de 1967. L'étude de ces années nous a montré que pendant cette période l'armée s'est constamment mêlée de politique, et que les gouvernements qui se sont succédé au pouvoir aussi que le roi, ont toléré une série d'activités illégales, telles que la Ligue Militaire d'août 1932, et les divers mouvements militaires, dont quelques-uns sont parvenus à s'imposer et à créer un état de fait, ayant les apparences de la légalité.

En effet pendant cette période la Grèce est constamment divisée entre les Vénizélistes et les antivénizélistes , les Républicaines et les royalistes. Ainsi tous les deux grands partis ont continué a se conduire sans se préoccuper que des intérêts de leurs partisans, au lieu de veiller à la bonne administration du pays, de maintenir l'ordre et la discipline dans l'armée.

Il était aussi évident, que la mauvaise administration et les continuels changements de gouvernement n'ont pas laissé le temps d'étudier de façon systématique les besoins du peuple grec et de donner satisfaction à celles de ses exigences qui étaient tout à fait justifiées.

Ainsi, on constate que la société grecque, se sorte des catastrophes et atteint le niveau du reste de l'Europe, seulement pendant les dernières années. Même après la libération de l'Europe par le fascisme et la reddition de l'Allemagne hitlérienne le 8 mai, en Grèce la situation était complètement différente. Ainsi lorsque toute l'Europe fêtait le jour de la victoire (V-Day), la Grèce s'acheminait du premier tour (Décembre 1944) au deuxième tour de la guerre civile. Il faut souligner ici que la Grèce a été le premier pays, qui a passé sans intervalle, directement au premier confrontation de la guerre froide.

Pour la Grèce la seconde guerre mondiale a finie l'été de 1949, en laissant derrière elle, un pays ruinée et blessée profondément.

Le désastreux coup d'Etat de 1967, a prouvé encore une fois de plus, la fragilité des institutions démocratiques.

Le retour de la République grecque en 1974, a remet de l'ordre dans le chaos laissé par les Colonels et assuré finalement l'avenir du développement économique du pays aussi que des institutions démocratiques.

## BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrages

- ◆ « *Histoire de la nation grecque* » ( grec) –Paparrigopoulou K.
- ◆ « *Résistance pendant la dictature de Métaxas, Archives du Congrès Historique International :la Grèce 1936-44* » (grec) - Linardatos S. – Athènes 1989
- ◆ « *Les préparations de l'armée grecque pour la guerre de 1923 à 1940* » (grec) – Archives de l'EMA Grecque.
- ◆ « *Les interventions de l'armée à la politique grecque 1916-1936* » (grec) – Veremis Th.- Athènes 1977(édition Exantas)
- ◆ « *La Grèce de 4 août et les grandes puissances* » (grec)- Kitsikis D.– Athènes 1974
- ◆ « *The Decline and Fall of Greek Democracy 1933-1936* » (english)- Waterlow S.- *The political Quarterly*, vol. XVII, 1947

## Table des matières

<b>Introduction</b> .....	4
<b>Préambule</b> .....	5
<b>PARTIE I :LA DEUXIEME REPUBLIQUE HELLENIQUE (1924-1935)</b> .....	11
<i>Les élections de 1924</i> .....	11
<i>La situation économique et sociale des années '20</i> .....	11
<i>Les mouvement de Pangalos – Kondylis</i> .....	13
<i>Rentrée de Vénizélos dans la politique</i> .....	14
<i>La ligue militaire</i> .....	15
<i>Des élections de Septembre 1932 aux élections de Mars 1933</i> .....	16
<i>Les évènements du 6 mars 1933 et le mouvement Plastiras</i> .....	16
<b>PARTIE II :LA RESTAURATION DE LA MONARCHIE</b> .....	17
<i>Le mouvement de 1935</i> .....	17
<i>Les évolutions qui se conduisent à la dictature de 4 août 1936</i> .....	22
<i>La mort de Vénizélos</i> .....	25
<i>De la dictature du 4 août 1936 à la seconde guerre mondiale</i> .....	28
<b>PARTIE III :LA SECONDE GUERRE MONDIALE, LA RESISTANCE ET LA GUERRE CIVILE (1940-1949)</b> .....	32
<b>PARTIE IV :APERCU DE L’HISTOIRE DE 1950 A 1967</b> .....	35
<b>Conclusions</b> .....	38
<b>BIBLIOGRAPHIE: Ouvrages</b> .....	39